

Sortir du nucléaire

Mai - Août 2015 N°103



Journal d'information

L'EDITORIAL

Faites le savoir !

Nous étions 200 à Brugg le 11 mars dernier à l'occasion de la quatrième année de la catastrophe de Fukushima. La foule



Erica Hennequin

Présidente de Sortir du Nucléaire Députée au Parlement jurassien.

Image : Brugg, 11.03.2015

venait faire valoir son droit de s'indigner face au laxisme grave de l'Inspection fédérale de sécurité nucléaire (IFSN, voir p.4). Au lieu d'exercer son autorité sur les exploitants de centrales au nom de la sécurité de la population et des générations futures, l'IFSN ménage les intérêts de cette industrie et mène les autorités à penser que ces vieilles centrales sont sûres.

Un discours a particulièrement retenu mon attention, celui de Ruiko Muto, habitant de la région de Fukushima : « Ne perdons pas le courage de faire ce que nous avons à faire. Laissez-nous nous engager pour un monde où toute vie est respectée et où tout individu mérite considération. Arrêtons ensemble toutes les centrales atomiques de la planète ! ». Il a ajouté qu'à Fukushima, il n'y a pas de dédommagements sérieux pour la population, personne ne se sent responsable de l'accident.

Pour ma part à Brugg, j'ai rappelé que quatre ans après le début de la catastrophe, nous attendions toujours des parlementaires fédéraux qui se sont exprimés pour la sortie du nucléaire pendant leur campagne électorale, qu'ils tiennent enfin leur promesse, qu'ils déterminent au plus vite une date limite d'exploitation des centrales. Pour l'instant, 4 ans après leur élection, leurs reniements empêchent le pays de concrétiser la décision de sortir du nucléaire. Faites-le savoir autour de vous puisque tant de gens l'ignorent: depuis la décision fédérale de sortir du nucléaire prise en 2011, aucun réacteur n'a été fermé et aucune date limite de fermeture n'a été imposée aux exploitants.

Bonne lecture !



Le long crépuscule du nucléaire



La «sortie du nucléaire» annoncée après Fukushima n'avait pas ses origines dans cet accident, mais ce dernier a fourni l'émotion publique nécessaire pour annoncer ce qui était devenu inéluctable. Les causes de cette «sortie» sont plus profondes et précèdent la catastrophe japonaise.

Cantons, villes et communes suisses ont entamé le développement de leur industrie hydro-électrique dès la fin du 19e siècle. L'après 2ème guerre mondiale les a poussés dans les bras de la nouvelle industrie nucléaire quand ont été achetées des centrales nucléaires étasuniennes de série et bon marché chez Westinghouse (Bznau) et General Electric (Mühleberg). Avec un investissement limité, en un court laps de temps et en utilisant à cette fin les grandes sociétés électriques suisses appartenant aux principales villes et cantons, on a construit un monopole d'approvisionnement en électricité, centralisé, protégé lors de votations fédérales par une liberté

totale de dépenses publicitaires, assurant un déploiement de propagande très largement en faveur des sociétés électriques. Ce système d'approvisionnement électrique à crédit (les générations suivantes paieront) a assuré un demi-siècle de soutien massif aux finances des cantons et des villes propriétaires des grandes compagnies d'électricité.

La fin de la «rente nucléaire» des cantons s'explique par différentes raisons: l'ouverture du marché européen (fin des prix imposés) avec une baisse du prix de l'énergie, la chute de prix des renouvelables, les nouvelles centrales nucléaires de plus en plus chères (au moins 10 Mia CHF d'investissement et plus de 2 décennies pour la construction d'une nouvelle centrale) rendant les énergies renouvelables compétitives.

A l'échelle de la Suisse, on ne gagne plus d'argent en produisant de l'électricité provenant de grandes installations et en vendant le courant sur le marché libre. Et les conséquences se font voir de plus en plus, notamment avec la chute des sociétés électriques qui vont d'année de déficit

en année de perte, ou alors, qui vendent leurs bijoux de famille. A titre d'exemple, le cours boursier de l'action ALPIQ (qui intéresse particulièrement les cantons de Suisse romande) a perdu 90% de sa valeur depuis ses sommets en 2007-2008 et 50% depuis une année.

Et la réponse à cette descente ne s'est pas fait attendre, comme Peter Bodenmann l'a bien posée dans sa récente tribune dans l'Hebdo : Pour les propriétaires des centrales (cantons et villes) il s'agit de retarder au maximum les dépenses réelles et énormes liées au démantèlement des installations et à l'élimination des déchets. La Confédération accorde donc aux centrales nucléaires des rallonges d'exploitation et à la Nagra une autre trentaine d'années pour trouver une solution à «l'élimination» des déchets. En annonçant la «sortie», mais en ne la pratiquant pas, gouvernement et parlement ont trouvé un chemin politique permettant de calmer la population et à continuer à exploiter ces centrales amorties, profitables et de plus en plus dangereuses. Les coûts du démantèlement et de la gestion des déchets augmentent, mais la facture n'arrivera que plus tard.

Lorsque finalement les centrales seront démantelées (avant l'accident ?), si les cantons et villes se déclarent insolubles, la Confédération et ses contribuables seront appelés à payer: l'article 80 de la Loi sur l'énergie nucléaire stipule à l'alinéa 4: « ..., l'Assemblée fédérale décide si la Confédération participe aux frais non couverts et si oui, dans quelle mesure ». Reste la question des centrales hydroélectriques dans lesquelles les grandes sociétés d'électricité détiennent des parts. A voir les ambitions des Cantons du Valais et des Grisons, ces ouvrages seront repris par les cantons alpins et leurs communes. Ce sera la fin d'un modèle économique nucléaire qui aura duré un bon demi-siècle au bénéfice financier notamment de cantons antinucléaires mais bel et bien propriétaires de ces centrales.

Walter Wildi

Il est entré en politique spécifiquement pour lutter contre le nucléaire, après avoir été avocat des recourants (Canton et ville de Genève) contre Creys-Malville, co-auteur d'e l'initiative victorieuse l'Energie notre affaire, Conseiller d'Etat initiateur du programme d'économies d'énergie Eco21 des SIG et maintenant «sénateur» à Berne. Le Conseil des Etats aborde la Stratégie énergétique 2050 censée confirmer la sortie du nucléaire. Nous lui avons demandé :

Quel est le climat au Conseil des Etats face au nucléaire ?

Pour le moins mitigé... La majorité de la commission est clairement pro-nucléaire.

Qu'as-tu senti après le vote du

Interview de Robert Cramer

Conseil national prolongeant les centrales nucléaires ?

J'ai surtout été choqué, évidemment par les reniements mais avant tout par la légèreté et l'irresponsabilité des élus face à la menace d'une catastrophe nucléaire.

T'attends-tu à ce que les membres du Conseil des Etats soient plus durs encore ?

Il est malheureusement vraisemblable que la commission énergie des Etats sera beaucoup plus sensible aux critiques des milieux économiques. Le franc fort et la surabondance de l'offre à prix cassé de l'énergie sur

les marchés européens et mondiaux compliquent encore la donne.

Quel poids ont réellement les représentants des exploitants de centrales nucléaires qui siègent au parlement ?

En tant que « spécialistes », ils ont une influence décisive et très difficile à contrer.

Pour établir une séparation entre leurs intérêts privés et ceux de la Confédération que préconises-tu ?

Il faudrait, comme cela se pratique dans plusieurs parlements cantonaux, une obli-

gation de se récuser lorsque l'on traite de sujets où les intérêts personnels d'un élu (ou de l'un de ses proches) sont en cause.

Fais-tu confiance au parlement tel qu'il est actuellement composé pour faire «mieux» que l'objectif de l'initiative des Verts ?

En aucun cas, hélas !

Tes collègues au Parlement te paraissent-ils conscients du risque nucléaire en Suisse ?

J'espère vivement qu'ils n'imaginent pas qu'une telle catastrophe soit possible, sinon il n'y aurait pas de qualificatif suffisamment dur pour rendre compte de leur position.

Propos recueillis par PDR

Notre action dépend de votre soutien ! BV inclus. Merci !

Janick Magne en direct du Japon

Résidente de Tokyo ou elle enseigne, nous avons invité Janick Magne en 2014 donner une série de conférences en Suisse romande pour témoigner de la situation dans le département de Fukushima qu'elle a visité plusieurs fois. Nous lui avons demandé des nouvelles à l'an 4 de l'ère Fukushima.

Que pensez-vous de la mesure des niveaux de contamination radioactive ?

Les bornes de mesure de la radioactivité installées dans les villes du département de Fukushima donnent des chiffres inférieurs à ce que nous mesurons sur place. Dans la zone interdite également, les chiffres des dosimètres prêtés par Tepco sont très inférieurs aux chiffres que nous enregistrons avec nos appareils. Les appareils sont réglés pour rester dans la moyenne basse et donner l'illusion que la contamination est moindre ! L'une des premières mesures que le nouveau ministre de l'Environnement Nobuteru Ishihara voulait appliquer en 2012 était d'ailleurs d'interdire l'uti-



Juin 2014 Dosimètre dans un jardin public dans la ville de Fukushima : le chiffre est inférieur à ce qu'indique mon GammaScout

lisation des dosimètres par les citoyens ! Heureusement, il n'a pas pu le faire. Les autorités poussent les réfugiés nucléaires à retourner vivre dans la zone interdite à mesure que les villes et villages sont « décontaminés ». Malheureusement, cette décontamination est aléatoire et globalement inefficace : tout l'environnement naturel, dont les forêts à flanc de montagne, étant fortement contaminé, les sols, les

champs, les jardins, sont vite recontaminés. Or, le gouvernement veut trois choses : cesser d'indemniser les victimes, faire redémarrer le nucléaire (toutes les centrales sont à l'arrêt) et se concentrer sur la préparation des Jeux Olympiques de Tokyo en 2020. Il a donc été décidé que les réfugiés retourneraient sur leurs terres contaminées même si le taux de radioactivité ne peut pas redescendre aux taux considérés comme normal de 1 millisievert/an.

Est-ce que les autorités encouragent encore à faire des économies d'électricité ?

Les programmes d'économies se poursuivent d'une manière discrète : remplacement des ampoules par les LED, contrôle des climatiseurs (chauffage et rafraîchissement), quoique maintenant cela est laissé au bon vouloir des utilisateurs. Nous n'avons pas l'impression d'être restreints dans l'utilisation de l'électricité. Les entreprises s'efforcent d'éliminer les éclairages inutiles de nuit dans les bureaux, tandis que les écoles et universités demandent aux étudiants d'éteindre les salles de classe derrière eux et de limiter la climatisation. Les gares ont dans l'ensemble préservé un éclairage un peu restreint, suite à la période de mars à août 2011 où l'éclairage avait été pour la première fois soumis à une baisse importante. Donc, pas de normes strictes en vue de diminuer la consommation, mais des efforts collectifs pour dépenser moins d'électricité - d'autant que les factures d'électricité ont bien augmenté !

Qu'aimeriez-vous rajouter que mes questions ne soulèvent pas ?

Je suis surprise par le niveau d'ignorance des Japonais sur la situation à Fukushima et sur la menace qui continue de peser sur le pays à cause de l'état de la centrale Fukushima Daiichi. Même ceux qui s'opposent au nucléaire manquent d'informations et ignorent de nombreux aspects de la crise. Il est difficile de trouver des personnes



119'000 réfugiés nucléaires habitent des « logements provisoires » comme ceux-ci. Photo J.Magne

capables de comprendre les enjeux, ou une personne qui ait une vue d'ensemble de la situation.

Il nous apparaît souvent que nous, militants étrangers (au Japon et ailleurs) sommes beaucoup mieux informés que les Japonais. Et nous sommes aussi plus aptes à protester, à nous organiser et à dénoncer que les Japonais du Japon, alors que les Japonais en France, eux, sont actifs. Il nous faut encourager la diffusion d'informations vers le Japon, d'une part, et soutenir les associations de Japonais à l'étranger, collaborer avec elles, d'autre part.

Le drame sanitaire va véritablement commencer d'ici un an ou deux, lorsque le nombre de cancers de la thyroïde va connaître une hausse spectaculaire, sur le modèle de ce qui s'est passé à Tchernobyl. Actuellement, une centaine de jeunes de Fukushima ont été atteints d'un cancer de la thyroïde depuis 2011 et 86 déjà opérés. Les autorités prétendent que la détection de ces cancers est due uniquement aux appareils utilisés, plus performants qu'autrefois. Aujourd'hui il y a encore près de 119 000 réfugiés nucléaires (sur 160 000 à l'origine), dont 61% vivent toujours dans des logements provisoires, dont des baraquements extrêmement inconfortables, qui subsisteront jusque 2017.

Propos recueillis par PDR

Fessenheim: La France tergiverse

Les centrales nucléaires situées aux abords de la Suisse font couler beaucoup d'encre en ce moment: la ville de Genève est déterminée à faire fermer la centrale du Bugey (Ain, à 70km de Genève), tandis que la Confédération s'enquiert de l'avenir de la centrale de Fessenheim (Haut-Rhin, 40km de Bâle).

La vieille centrale de Fessenheim, située le long du Rhin, est en service depuis 1977. Il s'agit de la plus ancienne centrale française en activité, par ailleurs construite dans une zone à risques (séismes, crues). En cas d'accident nucléaire sur le site, « 4,19 millions de personnes seront touchées à moins de 75 km » selon Greenpeace. Les simulations de retombées radioactives en cas d'accident le montrent, la Suisse sera touchée : selon le régime des vents, les retombées pourraient être importantes jusqu'à Genève au moins (1). Or, la zone de priorité établie par le gouvernement français est ridicule : 10km, alors que le gouvernement allemand prévoit 30km (2,3), et rien n'est prévu de

manière concrète par la Suisse en ce qui concerne un accident dans une centrale étrangère proche de nos frontières (4).

Lors de sa campagne électorale de 2012, François Hollande a promis de fermer la centrale de Fessenheim d'ici fin 2016. Et depuis ? Le nouveau projet de loi sur la transition énergétique (5) a été adopté le 3 mars dernier. En matière nucléaire, c'est un énorme pas... en arrière par rapport à la première version du projet de loi : l'objectif de diminuer de 75% à 50% la part de nucléaire dans le mix électrique français a été conservé, mais son échéance a été reportée de 2025 à 2050. Un nouvel article précise que le gouvernement doit remettre avant la fin de cette année un simple « rapport détaillant les conséquences en matière de charges publiques, d'un objectif de réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50% à l'horizon 2025 », soit rien de contraignant. Le projet de loi mentionne également le plafonnement de puissance du parc porté à 64,85 GW (actuellement 63,2 GW), ce qui permettra la mise en service en 2017 de l'EPR de Flamanville sans avoir à fermer aucune

des centrales actuellement en exploitation. Aucune obligation de fermer Fessenheim ?! Le 9 mars, S. Royal, ministre de l'écologie, a précisé lors d'une interview à BFM TV que la fermeture de Fessenheim se fera lorsque l'EPR de Flamanville (Manche) sera mis en fonction. Or, l'ouverture de celui-ci est repoussée à 2017 en raison de nombreux problèmes techniques (6).

Le 23 mars 2015, lors de sa visite à Paris, D. Leuthard s'est entretenue avec S. Royal, laquelle s'est refusée à donner une date de fermeture de la centrale alsacienne, tout en réitérant la promesse faite par le candidat Hollande. Depuis cet entretien d'ailleurs, la Suisse a été intégrée au groupe d'étude français sur les capacités en production d'électricité. Face à la suggestion de S. Royal d'une éventuelle contribution financière au démantèlement de la centrale - qui devrait commencer en 2018 - D. Leuthard a catégoriquement refusé d'entrer en matière, arguant que les démantèlements sont exclusivement du ressort du pays sur lequel se situe la centrale (7) !

Pendant ce temps, les incidents s'y multi-

plient : fissuration d'une tuyauterie menant à une fuite d'eau de plus de 100m³ et arrêt d'un des réacteurs en février, inspection de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) début mars, seconde rupture de canalisation en mars juste après le redémarrage de la centrale. Le tout a été soigneusement caché au public par EDF, exploitant de la centrale (8). Lors de son inspection, l'ASN a mis en évidence « un manque de rigueur dans le processus de traitement des écarts et la prise en compte du retour d'expérience », et demandé des actions correctives dans les deux mois, notamment l'établissement de la cause de ces incidents, ce qui n'avait jusque-là pas été entrepris ... Parallèlement, l'ASN a demandé des actions correctives dans le cadre de la maîtrise du risque d'explosion, car aucune « revue annuelle » n'a été réalisée depuis début 2011, alors que cela est exigé depuis 2008 (9). Reste à espérer que nous n'aurons pas à attendre que les poules aient des dents suite à une mutation génétique due aux radiations de la centrale pour qu'on la ferme enfin.

Noëmi Villars

Les références, numérotées 1 à 9, sont à trouver ici : www.tinyurl.com/references-fessenheim-sdn

Mission: Protéger le nucléaire, contre la population



© Greenpeace / Ex-Press / Markus Forte

Comme le démontre la dernière décision de l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN), dans la pratique en matière de surveillance, l'aspect économique prime sur la sécurité de la population.

Fin janvier 2015, l'IFSN communiquait des informations sur les dernières mises à niveau requises pour la centrale de Mühleberg avant sa mise hors service programmée en 2019.

« Cette décision devrait empêcher que la vieille centrale nucléaire de Mühleberg soit exploitée jusqu'à la corde, au détriment de la sécurité » estime Kaspar Schuler, directeur de l'alliance « Non au nucléaire ». Qu'en est-il finalement ? En décembre 2012, l'IFSN a exigé de BKW (exploitant la centrale) qu'elle mette de « vastes mesures de rééquipement » en oeuvre pour pouvoir exploiter la centrale après 2017. Aujourd'hui, l'autorité de surveillance autorise la poursuite de l'exploitation en l'état jusqu'en 2019, alors que les rééquipements exigés en 2012, pour un montant total de quelque 170 millions de francs, ne sont pas terminés. Pire, ces rééquipements ont été ramenés à un cadre budgétaire de quelques 15 millions de francs. L'autorité de surveillance se montre satisfaite des solutions alternatives proposées dans divers domaines par BKW. De même, les exigences ne portent plus sur le colmatage des fissures dans le manteau du réacteur,

mais sur une surveillance plus soutenue. Mais par quel miracle une deuxième alimentation en eau de refroidissement qui, par ailleurs, n'est pas résistante aux séismes, peut-elle garantir une plus grande sécurité ? Florian Kasser, expert en nucléaire chez Greenpeace : « C'est impossible. Les chiffres publiés par l'IFSN comportent une grande marge d'erreur et sont impossibles à vérifier. Par contre, une chose est sûre : en prenant cette décision, l'IFSN renonce au principe de la sécurité nucléaire qui impose à une centrale de disposer au minimum de deux sources d'eau de refroidissement différentes, mais de même niveau. » Pour Walter Wildi, ancien président de la Commission fédérale pour la sécurité des installations nucléaires (CNS), la dernière décision de l'IFSN est la preuve éloquente d'un problème inhérent à la surveillance nucléaire suisse : « En Allemagne et au Japon, les pratiques de surveillance imposent aux exploitants de centrales nucléaires de résoudre les manquements en matière de sécurité avant de pouvoir remettre un réacteur en service. En Suisse, par contre, l'autorité de surveillance se fonde sur le postulat selon lequel les centrales nucléaires sont sûres. Une installation reste donc en service, même si un besoin de remise à niveau est identifié... cela signifie que le risque d'exploitation, avec tous les manquements reconnus, est assumé par la population (en risquant de subir un accident Ndr). »

PDR, à partir d'un article de «L'Avenir renouvelable», journal de l'Alliance «Non au nucléaire»

NOUVEAUX VENUS *Bettina Wyler*

Née en 1994, Bettina Wyler habite près de Langenthal dans le canton de Berne. Elle étudie l'ethnologie et la sociologie à l'université de Bâle depuis 6 mois. Pendant son temps libre, elle se balade et aime voyager. Elle est active depuis trois ans dans plusieurs groupes : le groupe régional de Greenpeace à Berne ainsi que depuis peu au sein des Jeunes Vert-e-s et de Young Caritas.

Quelle est l'origine de ton engagement anti-nucléaire ?

Je ne me rappelle plus du moment précis où j'ai pour la première fois entendu parler des centrales nucléaires, mais ma conscience environnementale remonte à mon enfance. Nous partions souvent en promenade familiale, toujours en train comme nous n'avions pas de voiture. Nous discutons aussi beaucoup, par exemple de politique suisse mais aussi de thèmes plus globaux comme la destruction des forêts tropicales et la protection des animaux. Sans lien particulier avec la catastrophe de Fukushima, j'ai commencé à m'engager pendant l'été 2011. Je venais de participer à un camp jeunesse du WWF et la vie liée à la nature m'avait vraiment fascinée. Par la suite je me suis engagée pour défendre une approche respectueuse de l'environnement, au contraire de ceux qui ne voient la nature que comme une source à exploiter pour faire du profit. Le respect vis à vis de la nature et des êtres humains est très important à mes yeux.

Peux-tu nous dire quelques mots à propos de la transition énergétique en Suisse ?

Je trouve gênant que le tournant énergétique en Suisse, bien que planifié, reste encore loin d'être appliqué. Nous sommes souvent vus comme un « pays en avance » mais ce n'est à mon avis pas éternel. Nous avons bien vu que plusieurs politicien-ne-s ont complètement changé leur position quant à la sortie du nucléaire en moins de trois ans. Alors que dans le même temps, les conséquences du nucléaire s'étalent sur plusieurs centaines de milliers d'années, je trouve cela inquiétant. À mon avis beaucoup de personnes pensent que l'énergie nucléaire est efficiente et par conséquent indispensable. Pour moi les profits faits par les exploitants des centrales et le traitement des déchets sont les thèmes qui doivent être pris en compte plus fortement dans le débat autour du nucléaire. Je suis choquée que la question des déchets nucléaires – et les atteintes à l'environnement en général – soient souvent considérées sans aucun égard pour les générations futures qui seront, elles, sérieusement confrontées à ce problème. Ma génération n'a bien sûr pas construit les centrales nucléaires. Mais il est de notre responsabilité de fermer cette voie, en bifurquant complètement vers les énergies renouvelables ainsi qu'en résolvant le problème des déchets au mieux.



Que pense ta famille et tes ami-e-s de ton engagement ?

Je n'ai que des retours particulièrement positifs quant à mon engagement pour la protection de l'environnement. Quelques personnes trouvent même cet engagement inspirant, ce qui me fait vraiment plaisir et me motive à continuer. Quasiment personne n'est favorable au nucléaire parmi mes connaissances mais, en même temps, peu d'entre eux ressentent la responsabilité d'agir. Certains ne croient plus en la possibilité d'un changement rapide et me trouvent naïve dans mon engagement anti-nucléaire. S'engager, c'est aussi leur montrer qu'ils ont tort.

Est-ce que tu as un conseil à donner aux nouveaux activistes anti-nucléaires ?

Mon conseil aux nouveaux activistes anti-nucléaires est assez simple : être motivé et s'accrocher ! Les actions doivent être des moments sympatiques, ce qui renforce le sentiment d'appartenance au groupe. Le travail médiatique est aussi important car il a un impact concret et visible. De fait les actions doivent être aussi créatives que possibles, c'est là où la force des groupes intervient : on profite collectivement les uns des autres et on est toujours plus forts ensemble que seuls. *Propos recueillis par Ilias Panchard*

L'Égypte fait tout à la fois

Depuis 10 ans que je voyage régulièrement en Égypte, je connais bien les coupures de courant. Elles font partie du quotidien. L'abondance d'électricité, acquise pour une Européenne, apparaît sous un jour nouveau dès qu'on pose les pieds sur la terre des pharaons. En Égypte, je ne sais pas si une ampoule m'éclairera le soir venu, si je pourrai recharger mes appareils, ou si internet fonctionnera. Ma lampe de poche est un accessoire indispensable. Cette année pourtant, tout risque de changer, pour le meilleur et pour le pire.

En mars dernier le gouvernement égyptien a en effet présenté un projet pharaonique de nouvelle capitale administrative à l'est du Caire, alimentée en grande partie en énergie d'origine renouvelable (1). De nombreux contrats ont été signés avec des

entreprises étrangères pour le développement de projets de grande envergure, pour un total de 5 GW d'électricité d'origine solaire, et de 2 GW de puissance éolienne. Comme l'UE, l'Égypte s'est donné comme objectif de porter à 20% la part d'énergies renouvelables dans son mix énergétique d'ici 2020 !

Malheureusement, les projets du gouvernement incluent également une énorme extension de son réseau de centrales à gaz, ressource présente dans le sous-sol égyptien (40% de la production africaine). BP, Agip, General Electric et Siemens ont ainsi signé des contrats de plusieurs milliards de livres égyptiennes pour des projets gigantesques. Le plus inquiétant est cependant l'accord préliminaire signé avec la Russie en vue de construire une centrale nucléaire. Dans un



pays où le soleil nous rappelle constamment à l'intensité de son rayonnement, où les ancêtres ont élevé le soleil au rang de divinité, envisager d'utiliser l'uranium comme combustible est insupportable. Un

espoir: l'accord avec Rosatom est préliminaire, le parlement égyptien doit encore se prononcer sur le budget pharaonique de ce projet. *Noémi Villars*

(1) www.tinyurl.com/lecaire-bis

A Brugg et Genève en mémoire de Fukushima



Brugg, 11 mars 2015

Environ 200 personnes se sont rassemblées le 11 mars dernier (commémoration de la catastrophe de Fukushima) à Brugg en Argovie, devant les bureaux de l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN). Il s'agissait du 800ème jour de piquet de protestation devant cette institution qui symbolise le laisser faire suisse face au risque nucléaire. Un piquet est tenu depuis Fukushima du lundi au jeudi, entre 17 et 18h devant le siège de l'IFSN. En décembre 2014, les propriétaires du bâtiment ont fait interdire ce piquet qui a pourtant lieu sur l'espace public. Près de 800 personnes ont fait recours contre cette décision, le rassemblement du 11 mars a permis aussi de dénoncer cette interdiction. Erica Hennequin, Présidente de Sortir du nucléaire a prononcé un discours exprimant notre solidarité et rappelant que nous sommes tous concernés en cas d'accident nucléaire. Elle a rappelé également les promesses des parlementaires et du Conseil fédéral de fixer un âge-limite d'exploitation des centrales.

D'autres actions ont eu lieu le même jour: avant l'aube un symbole de radioactivité a été assemblé avec des centaines de bougies sur la Place fédérale et à Genève une trentaine de personnes se sont rassemblées devant le consulat du Japon en solidarité envers la population japonaise et pour exiger que les centrales nucléaires japonaises soient toutes maintenues à l'arrêt. *AZ*

Si proche Bugey

La Suisse n'est pas seulement menacée par les 5 réacteurs nucléaires installés sur son sol, elle l'est aussi par les centrales au voisinage de ses frontières. La centrale de Fessenheim est à 40km de Bâle tandis que la centrale du Bugey est à 70km de Genève. En application de sa constitution, la ville et le canton de Genève ont entamé des procédures judiciaires pour s'opposer à la création d'un dépôt de déchets nucléaires au Bugey (ICEDA), parfois avec succès. Fin mars, la ville de Genève a engagé l'avocate française Corinne Lepage pour accélérer ces démarches. Mme Lepage, ex-ministre, était déjà dans les années 80 avocate de Genève dans sa plainte contre l'Etat français pour mise en danger de la population genevoise avec Superphénix à Creys-Malville. Son mandat va au-delà du seul ICEDA en visant la centrale même du Bugey. Lors de la conférence de presse du 26 mars annonçant cette collaboration, celle-ci a notamment promis d'user de créativité et d'explorer les voies de plaintes pénales. Il n'en faudra pas moins pour contourner le parti pris pro-nucléaire du Conseil d'Etat français, premier examinateur des procédures et plaintes à venir.

PDR

www.stop-bugey.org

A G E N D A

Projection du film «Jaitapur !»
Luttes antinucléaires en Inde
 avec le réalisateur, Pradeep Indulkar
 Bulle merc 29 avril, 20h Hôtel de ville
 Genève merc 6 mai, 19h au Grütli
 Martigny vend 8 mai, 20h salle du Vampire
 Org & infos: www.sortirdunucleaire.ch

Cours Auto-construction
de panneaux solaires thermiques
 Samedi 9 mai et samedi 13 juin, Lausanne
 Organisation : Sebasol
www.sebasol.ch/cours.asp

Journée des alternatives urbaines
 Week-end du 8 au 10 mai, quartier du Vallon,
 Lausanne
 Organisation : Association écoquartier
www.alternativesurbaines.ch

Vers une rénovation saine et durable
 Jeudi 28 mai, Lausanne
 Org : Centre de formation WWF
www.tinyurl.com/renover-durable-mai2015

Festival de la Terre
 Week-end du 5 au 7 juin, Parc de Montbenon,
 Lausanne
 Organisation : Association Festival de la Terre
www.festivaldelaterre.ch

Comptez sur moi !

Coupon à renvoyer à :
 Sortir du nucléaire
 CP 9 1211 Genève 7
 ou: www.tinyurl.com/sdn-contact

Contactez-moi, je désire :

- Adhérer à Sortir du nucléaire (5.- à 500.-/ an) et recevoir le journal
 Commander ___ drapeaux «Nucléaire ? Non Merci !» (5 fr.)
 Commander ___ autocollants, ___badges «Nucléaire ? Non Merci !» (1 fr.)
 Commander ___ exemplaires de ce journal (gratuit)

Prénom & Nom : _____

Adresse : _____

Code postal et localité : _____

Téléphone : _____

E-mail : _____

«J'applaudis la Suisse de franchir cette courageuse étape visant à mettre fin à sa dépendance à l'énergie nucléaire, et j'exhorte les parlementaires suisses à saisir cette opportunité historique à laquelle ils font face, qui peut garantir à leur pays un futur plus sûr et plus propre.»

Mikhaïl Gorbatchev (Prix Nobel de la Paix, Président de Green Cross), 27 septembre 2011

Impressum

Editeur: Association Sortir du nucléaire
 Mise en page: Jonas Scheu, AMRIT MEDIAS
 Fichier: Anouk Zosso
 Imprimerie: ROPRESS, Mise sous pli: TRAJETS
 Ont collaboré à ce numéro : Robert Cramer;
 Erica Hennequin; Janick Magne; Ilias Panchard;
 Philippe de Rougemont (Coordination);
 Noémi Villars; Walter Wildi; Bettina Wyler;
 Anouk Zosso.
 Tirage: 3'000 ex., Imprimé avec du courant
 100% renouvelable, Papier 100% recyclé
 CyclusOffset.

Association Sortir du nucléaire

Case postale 9, 1211 Genève 7
www.sortirdunucleaire.ch
info@sortirdunucleaire.ch, 076 693 62 93
 CCP 10-19179-8